



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**LOCATION DE BUNGALOWS ET SERVICES ASSOCIES POUR LE SITE DE SEVRES**

**ETABLISSEMENT PUBLIC MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES ET MOBILIER NATIONAL**

**NUMERO : 2025-AOO-08**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**Pouvoir adjudicateur :**

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay  
[Désigné « l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national »]  
1 RUE BERBIER DU METS  
75013, PARIS  
SIRET : 939106274 00011

**Représentant du Pouvoir adjudicateur :**

Monsieur Mickael RONCIER-DESVAGES, Directeur délégué à l’administration.

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou aux cessions de créances :**

L’agent comptable de l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

**Ordonnateur :**

Monsieur Mickaël RONCIER-DESVAGES,  
Directeur délégué à l’administration de l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

**Comptable public assignataire des paiements :**

L’agent comptable de l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

**Procédure de passation :**

Marché public passé en procédure formalisée avec appel d’offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R. 2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.



## SOMMAIRE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 6**

- 1.1 - Identification du Pouvoir adjudicateur ..... 6
- 1.2 - Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier National ..... 6
- 1.3 – Précision terminologique..... 6

### **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES ..... 6**

- 2.1 - Objet du marché..... 6
- 2.2 - Allotissement ..... 7
- 2.3 - Forme du marché..... 7
- 2.4 - Représentation des parties ..... 7
- 2.5 - Forme des notifications et informations au Titulaire ..... 7
- 2.6 – Réalisation de prestations similaires..... 7

### **ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ ..... 8**

### **ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE..... 9**

### **ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX ..... 9**

- 5.1 - Prix du marché..... 9
- 5.2 - Contenu des prix ..... 9
- 5.3 – Variation des prix..... 10
- 5.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)..... 10
- 5.5 – Monnaie ..... 10

### **ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT ..... 11**

- 6.1 - Retenue de garantie..... 11
- 6.2 - Avance ..... 11

### **ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE ..... 11**

- 7.1 - Modalités de règlement du prix..... 11
- 7.2 - Demandes de paiement ..... 11
- 7.2.1 – Demande d'acompte ..... 11

7.2.2 – Solde .....	12
7.3 - Règlements en cas de cotraitants.....	12
7.4 – Règlements en cas de sous-traitance .....	12
7.5 - Présentation des factures au format dématérialisé.....	13

## **ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) – DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ..... 13**

8.1 – Durée du marché – Reconduction(s) .....	13
8.2 - Délais d'exécution des prestations .....	14
8.3 - Prolongation du délai d'exécution.....	14
8.4 – Pénalités.....	14
8.4.1. Pénalités pour retard .....	14
8.4.2. Autres pénalités.....	15
8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités.....	15

## **ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... 15**

9.1 - Obligation de confidentialité .....	15
9.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	16
9.3 - Protection de l'environnement .....	16
9.4 – Obligations concernant le personnel .....	16
9.5 - Protocole de sécurité.....	17
9.6 - Obligation de résultat.....	17

## **ARTICLE 10 – CONSTAT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS..... 17**

10.1 – Opérations de vérifications .....	17
10.2 - Réception.....	17
11.1 - Responsabilités .....	18
11.2 - Assurance de responsabilité civile professionnelle .....	18

## **ARTICLE 12 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE..... 19**

12.1 - Lutte contre le travail dissimulé .....	19
12.2 - Emplois de travailleurs étrangers.....	19

<b>ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>19</b>
13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	19
13.2 - Résiliation aux torts du Titulaire .....	20
13.3 – Clause de sauvegarde .....	20
<b>ARTICLE 14 - CAS DE FORCE MAJEURE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 15 – LITIGES .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 16 - CLAUSES DE RÉEXAMEN .....</b>	<b>21</b>
16.1 - Remplacement du Titulaire initial par un nouveau Titulaire en cours d'exécution.....	21
16.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution .....	22
<b>ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAF-FCS .....</b>	<b>22</b>

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Identification du Pouvoir adjudicateur**

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « le pouvoir adjudicateur ».

N° de SIRET : 939106274 00011

### **1.2 - Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier National**

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

### **1.3 – Précision terminologique**

Il est entendu par « Titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **2.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, le montage et la maintenance ainsi que la location simple, sans crédit-bail ni option d'achat, de bungalows fixes équipés de containers à vocation de réserve tampon provisoire dans le cadre d'un projet de travaux sur le site de Sèvres.

La phase de location s'achèvera par un démontage et une reprise des bungalows par le Titulaire.

Les spécifications techniques des prestations, objet du marché, sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent marché est un marché de fournitures et de services.

Lieu(x) d'exécution : 2 place de la Manufacture, Sèvres (92310).

## **2.2 - Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti puisque l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **2.3 - Forme du marché**

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le montant maximum de commande, sur la durée totale de l'accord-cadre, est de 180 000 € HT. Ce montant maximum ne constitue pas un engagement pour le pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre est passé sans minimum.

## **2.4 - Représentation des parties**

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifie cette désignation au Pouvoir adjudicateur ou au Titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

## **2.5 - Forme des notifications et informations au Titulaire**

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : remise contre récépissé daté, échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ou lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du Titulaire ou, à défaut, à son siège social.

## **2.6 – Réalisation de prestations similaires**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au Titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles et leur ordre de priorité, sont les suivants :

- **L'Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes ci-dessous, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
  - Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
  - Annexe n°2 : la(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement – DC4 (le cas échéant), à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021), consultable sur Légifrance ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché et les éventuels actes spéciaux modificatifs ;
- Le cadre de réponse technique complété par le Titulaire ;

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du Titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exécution de ses prestations, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation, ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfère, le titulaire doit en informer par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur les prestations. La décision du pouvoir adjudicateur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. À défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte. En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations, sans incidence sur le prix de sa rémunération.

### **Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au Titulaire :**

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au Titulaire.

Cependant, sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée

en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

## **ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE**

Le Titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions strictement prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le Titulaire peut sous-traiter les services connexes à la fourniture, notamment lorsque celle-ci nécessite des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services, telles que des prestations de conception ou d'adaptation.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (à télécharger sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, et le cas échéant, les modalités de variation des prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4, et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX**

### **5.1 - Prix du marché**

Le présent marché est traité à prix unitaires pour l'ensemble de ses prestations, décrites dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement (annexe n°1).

### **5.2 - Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris :

- la participation aux réunions et visites,
- les formations des intervenants,
- les frais de main d'œuvre,

- les frais d'assurances,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des intervenants,
- les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du Titulaire,
- les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations,
- les frais liés aux mesures sanitaires prises,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice des prestations.

**En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix du marché :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le Titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

L'ensemble des prix sont réputés comprendre toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations, objet du présent marché.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

### **5.3 – Variation des prix**

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre initiale ou de l'offre finale en cas de négociation.

Le présent marché est passé à prix fermes.

### **5.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**

Les prix du marché sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le Pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le Titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou en cas de manquement de ce dernier ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

### **5.5 – Monnaie**

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro (€).

## **ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT**

### **6.1 - Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### **6.2 - Avance**

Sauf refus exprès mentionné dans l'acte d'engagement, le Titulaire peut percevoir une avance conformément à l'article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Les conditions et les modalités sont définies à l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, ou, le cas échéant, à 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le Titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE**

Tous les documents, notamment les factures, doivent être rédigés en français.

### **7.1 - Modalités de règlement du prix**

Le règlement du prix s'effectue par acomptes mensuels sur la base des prestations réalisées au cours du mois précédent et après décision d'admission dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG/FCS.

### **7.2 - Demandes de paiement**

#### **7.2.1 – Demande d'acompte**

La demande de paiement est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

La facture est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- La référence du marché : marché n° 2025-AOO-08 ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le montant des prestations établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités et retenues ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 8.4 du présent CCAP.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui accompagnent la facture.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### **7.2.2 – Solde**

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 7.2.1 ci-dessus par le titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la décision de réception des prestations.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- un récapitulatif des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations, objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - aux sommes dues pour le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
  - au solde du marché.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

### **7.3 - Règlements en cas de cotraitants**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Il fait parvenir les factures du cotraitant qu'il aura préalablement validées.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

### **7.4 – Règlements en cas de sous-traitance**

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

En complément de l'article 7.2.1 du présent CCAP, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le Titulaire, dans les quinze (15) jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le Pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions de l'article R2193-10 du Code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours d'exécution du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

### **7.5 - Présentation des factures au format dématérialisé**

Le Titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'État ? : non

Siret : 939 106 274 00011

Raison sociale : Établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Code service : SEVRES

Libellé service : sans objet

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : information non obligatoire

Numéro du marché : information non obligatoire

### **7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires**

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement des sommes dues dans le délai stipulé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus. Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le Pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du Titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

## **ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) – DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS**

### **8.1 – Durée du marché – Reconduction(s)**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu jusqu'à la date de fin de reprise par le Titulaire des bungalows, au terme de la location de ceux-ci.

Le présent marché n'est pas reconductible.

## **8.2 - Délais d'exécution des prestations**

L'exécution du présent marché débute à compter de sa date de notification et prendra fin à la reprise des bungalows, au terme de la location de ceux-ci.

A compter de la date de notification, le Titulaire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrés afin de procéder au transport, pose et mise en service sur site des bungalows tel qu'attendu dans les conditions fixées par CCTP.

A l'échéance de la location prévisionnelle de huit (8) mois, le Titulaire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrés afin de procéder au démontage, transport retour des bungalows et, le cas échéant, à la remise en état des lieux.

## **8.3 - Prolongation du délai d'exécution**

**Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS**, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit signaler, par télécopie ou par courriel, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations. Il dispose à cet effet d'un délai de vingt-quatre (24) heures à compter du moment où les causes sont apparues.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit d'accepter ou non cette demande dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la demande du titulaire. S'il accepte, la demande sera actée par un avenant.

En fonction de la décision du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations dans le délai imparti. A défaut, le Pouvoir adjudicateur fera application des pénalités de retard stipulées ci-dessous.

Il est également précisé que le délai d'exécution peut faire l'objet d'une modification de la part du Pouvoir adjudicateur. Ce dernier informe, par courriel, le Titulaire de toutes les modifications relatives au délai d'exécution. Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés pour faire part de ses observations. En cas d'accord sur la modification, ou si le titulaire n'a pas formulé d'observations dans le délai imparti, la modification est actée par un avenant au marché. Dans ce cas, il n'est pas fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

## **8.4 – Pénalités**

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS**, le Titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du manquement pas le Pouvoir Adjudicateur, des pénalités dans les cas suivants :

### **8.4.1. Pénalités pour retard**

- **Retard dans l'exécution des prestations** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté en cas de dépassement du délai d'exécution imparti.
- **Retard dans la transmission des attestations d'assurance** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté.
- **Retard dans la transmission des attestations sociales** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté.

#### **8.4.2. Autres pénalités**

- **Sous-traitance non-déclarée et/ou en dehors des délais** : pénalité forfaitaire égale à mille (1 000,00) euros par manquement constaté.

#### **8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités**

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS**, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités se cumulent entre elles.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS**, les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable et ne représentant aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire résilier tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au Titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par le Pouvoir adjudicateur. Le Pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

**Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS.**

Si le Pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le Titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

### **ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.1 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du pouvoir adjudicateur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, est interdite.

De même, le titulaire a une obligation de confidentialité et de non-concurrence sur le savoir-faire apporté par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous ses ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 41 du CCAG/FCS, tel que prévu à l'article 13.2 du présent CCAG.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

## **9.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

## **9.3 - Protection de l'environnement**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/FCS.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

## **9.4 – Obligations concernant le personnel**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne parmi ses personnels un coordonnateur qui sera l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur pour la réalisation des prestations, y compris en cas de sous-traitance.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour le pouvoir adjudicateur ou les tiers.

Le titulaire assume seul et entièrement vis-à-vis de son personnel (et ses sous-traitants, le cas échéant) les droits et obligations de l'employeur. Ainsi, le titulaire agit dans le cadre des présentes conditions en tant que prestataire de services indépendant.

Le présent marché ne crée aucune relation de subordination entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou son personnel. L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Ce personnel n'aura à rendre de compte qu'au titulaire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

Les personnels du titulaire doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis du personnel du pouvoir adjudicateur et d'éventuels tiers.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'entreprise du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

#### **9.5 - Protocole de sécurité**

Les opérations de chargement et de déchargement de fournitures doivent se conformer aux articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail, relatifs aux opérations de chargement et de déchargement de produits et de matériaux. Un protocole de sécurité doit être formalisé entre le titulaire ou son transporteur et le pouvoir adjudicateur, et ce avant la première livraison. Les consignes de sécurité applicables sont consignées dans ledit document.

#### **9.6 - Obligation de résultat**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations, objets du présent marché, et sous réserve de causes imputables au pouvoir adjudicateur.

Cette obligation de résultat concerne notamment la qualité des prestations exécutées, le respect des délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations. Le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour éviter toute anomalie. Tout retard constaté est traité immédiatement par ses soins.

### **ARTICLE 10 – CONSTAT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **10.1 – Opérations de vérifications**

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

**Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS**, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

**Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS**, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

#### **10.2 - Réception**

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfection avec réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

**Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4 du CCAG/FCS**, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Les frais de manutention, de main d'œuvre et de livraison, engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur, s'effectueront aux frais du titulaire.

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au Titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations confiées dans le cadre du marché. Le Pouvoir adjudicateur s'engage également à collaborer avec le Titulaire tout au long de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 11 – RESPONSABILITES - ASSURANCES**

### **11.1 - Responsabilités**

Le Titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées.

Le Titulaire fait son affaire des outils, matériels et logiciels lui appartenant ou appartenant à des tiers pour l'exécution des prestations.

Le personnel du Titulaire reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, le Titulaire assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur sur le site sur lesquels ils sont amenés à intervenir. Le Titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de son personnel sont à la charge du Titulaire. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le Titulaire. Le Titulaire fournit à son personnel d'intervention les vêtements de travail et équipements de protection individuels (EPI) nécessaires à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'assure que les tenues de travail sont adaptées aux prestations réalisées et veille à leur bon entretien.

Le Titulaire sera responsable des dommages de toute nature que son personnel aura occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du Pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur le site.

### **11.2 - Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Le Titulaire doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification du marché dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, qu'il est en possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au Pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le Titulaire, ou chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le Titulaire s'engage à en informer le Pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

## ARTICLE 12 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

### 12.1 - Lutte contre le travail dissimulé

#### Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le Titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

#### Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le Pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du Titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le Titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du Pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du Titulaire.

### 12.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le Titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au Pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le Titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants du code du travail). Le Titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au Pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

De même, lorsqu'un cocontractant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

## ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

### 13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG/FCS, **et par dérogation à cet article**, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au Titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42 du CCAG/FCS.

### **13.2 - Résiliation aux torts du Titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, **et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS**, la notification du décompte de résiliation par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché public passé pour l'achèvement des prestations.
- Le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner aux marchés publics entraîne, par décision du Pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire.
- Le Pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché pour faute du Titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.
- En cas de non-respect par le Titulaire des obligations de communication de documents visées à l'article 11 du présent CCAP, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Le Titulaire disposera de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, notamment les frais de publicité, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir adjudicateur.

### **13.3 – Clause de sauvegarde**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du présent marché à sa date anniversaire de notification lorsque, après application de la clause de révision, l'augmentation des prix est supérieure à dix pour cent (10 %) l'an.

## **ARTICLE 14 - CAS DE FORCE MAJEURE**

Il est convenu que sont assimilés aux cas de force majeure tous les faits et événements impossibles à prévoir ou à éviter et qui mettent les parties dans l'impossibilité absolue d'exécuter tout ou partie de leurs engagements contractuels ou d'éviter le dommage qui s'est produit. Ils doivent être irrésistibles, imprévisibles et extérieurs.

Si l'une des parties n'est pas en mesure d'exécuter ses obligations du fait d'un cas de force majeure, elle en informe l'autre partie immédiatement par tout moyen visé à l'article 1.5 ci-avant, dès qu'elle apprend la survenance de cet événement en fournissant toutes les preuves nécessaires et en expliquant la nature de la force majeure, en indiquant sa durée prévisible et en informant l'autre partie des mesures prises ou envisagées pour mettre fin à ce cas de force majeure. Elle doit également informer l'autre partie immédiatement et par tout moyen visé à l'article 1.5 ci-avant, de la fin du cas de force majeure. L'autre partie a le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits allégués.

Les cas de force majeure suspendent l'exécution du marché. Plus spécifiquement, les parties sont, pendant la durée du cas de force majeure et pour une durée maximale de dix (10) jours ouvrés, suspendues de leurs obligations contractuelles respectives sans que le présent marché ne soit résilié. Dans l'hypothèse où l'événement constituant le cas de force majeure prolonge ses effets au-delà de cette période de dix (10) jours ouvrés, les parties se rencontrent pour convenir des dispositions à prendre. Si aucun accord ne peut intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'événement constitutif d'un cas de force majeure, le présent marché peut être résilié de plein droit sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 15 – LITIGES**

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout litige lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, relèvent du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif compétent :

**Tribunal administratif de Paris**

7 rue de Jouy  
75181 PARIS (France) Cedex 04

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

## **ARTICLE 16 - CLAUSES DE RÉEXAMEN**

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **16.1 - Remplacement du Titulaire initial par un nouveau Titulaire en cours d'exécution**

Le Titulaire initial du marché pourra proposer au Pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Liquidation judiciaire,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire lors de l'attribution du marché. A l'issue de cet examen, le Pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'AE initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
  - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## **16.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution**

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/FCS**.

## **ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

<u>ARTICLE DU CCAP</u>	<u>ARTICLE DU CCAG – FCS</u>
<u>Article 3</u>	<u>Article 4.1</u>
<u>Article 3</u>	<u>Article 4.2</u>
<u>Article 8.3</u>	<u>Article 13.3</u>
<u>Article 8.4</u>	<u>Article 14.1</u>
<u>Article 8.5</u>	<u>Article 14.1.1</u> <u>Article 14.1.2</u> <u>Article 14.1.3</u>
<u>Article 10.1</u>	<u>Article 27.2.2</u> <u>Article 27.3</u>
<u>Article 10.2</u>	<u>Article 30.2.1</u> <u>Article 30.2.4</u>
<u>Article 13.1</u>	<u>Article 42</u>
<u>Article 13.2</u>	<u>Article 43.5</u>
<u>Article 9.2</u>	<u>Article 6.2</u>
<u>Article 9.3</u>	<u>Article 7.2</u>

<u>Article 16.2</u>	<u>Article 3.5</u>
---------------------	--------------------

**\*\*\* FIN DU DOCUMENT \*\*\***